



L'ECHO

FO DGFIP
la force syndicale

DE L'ESSONNE

Secrétaire Départemental : Cédric CERCLE (HDIF Corbeil ☎ 01.60.90.51.52)

Secrétaires adjoints : Lionel BOYER (TP Evry) – Cécile SORIANO (SAID Corbeil)

Permanent : Odile JUEL (DDFIP ☎ 01.69.13.26.81)

Trésorier: Maryvonne GERDUYN (DDFIP ☎ 01.69.13.27.29)

N°32 du 23 août 2010

Courriel : fo.091@dgifp.finances.gouv.fr

Le 7 septembre avec Jean-Claude Mailly, mobilisons-nous !

«SI ON VEUT OBTENIR SATISFACTION SUR LES RETRAITES, IL FAUDRA UN RAPPORT DE FORCE ENCORE PLUS IMPORTANT APRÈS LE 7 SEPTEMBRE»

Le leader de FO Jean-Claude Mailly estime que la mobilisation appellera nécessairement des suites pour faire plier le gouvernement, en rappelant que son organisation propose une journée de grève interprofessionnelle.

La rentrée sociale sera placée sous le signe de la mobilisation contre le projet de réforme des retraites. Et ce dès le 7 septembre, date de la journée de grèves et manifestations à laquelle ont appelé tous les syndicats. Tout indique que le «mécontentement» des Français s'exprimera «fortement» ce jour-là, a déclaré vendredi le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly dans un entretien diffusé par le site internet du Figaro. Et si à ses yeux, la réussite du 7 septembre ne fait pas de doutes, elle ne suffira probablement pas à faire plier l'exécutif.

«Si on veut obtenir satisfaction sur les retraites, il faudra un rapport de force» encore plus important après le 7 septembre, a prévenu le leader de la confédération, avant d'ajouter qu'il «n'y a qu'une seule chose qui peut faire reculer le gouvernement, c'est à la fois une mobilisation forte et une mobilisation avec des suites». Pour FO, ce recul doit passer par le retrait pur et simple dudit projet «qui n'est pas amendable» et «qui ne convient pas» ni aux salariés du privé, ni à ceux du public. Afin d'y parvenir, Jean-Claude Mailly a rappelé que son organisation a «depuis plusieurs mois, suggéré aux autres organisations d'appeler ensemble à une journée de grève interprofessionnelle». Ce que «certaines refusent encore», a-t-il déploré.

Ressentant par ailleurs une insatisfaction forte et partagée sur l'emploi ou le pouvoir d'achat par tous les salariés, il s'en est pris à la politique du gouvernement qui «navigue à vue et essaie de régler les problèmes en tapant sur le dos des salariés sur les retraites et peut-être demain sur l'assurance maladie». Ce qui n'est pas «acceptable». Interrogé enfin sur les récentes statistiques censées montrer une amélioration de l'économie et de l'emploi, Jean-Claude Mailly a rétorqué que «la crise est loin d'être finie (...) d'une manière générale, c'est l'incertitude qui domine. Et en plus, sur les questions de fond, rien n'est résolu en matière de régulation et de réglementation internationales ou au niveau européen».